

L'Institut de recherches internationales et stratégiques (Iris) de Pascal Boniface dispose de sa propre école privée

Iris-sup : quand un think tank crée son école professionnelle



SIPA PRESS

Pascal Boniface, fondateur et patron de l'Iris, revendique une démarche professionnalisante pour les élèves de son école.

Formation

L'Iris, association créée en 1991, est un think tank français travaillant sur les thématiques géopolitiques et stratégiques. Son directeur, Pascal Boniface, le décrit comme étant « le seul de dimension internationale à avoir été créé sur une initiative totalement privée. »

Jean-Dominique Merchet

TRAVAILLER dans le domaine international est le rêve de beaucoup d'étudiants, mais les places sont chères. À Paris, un think tank connu, l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), a créé sa propre école professionnelle pour répondre à cette demande. Près de quinze ans après ses débuts modestes en 2002-2003, le succès est là. « C'est une belle réussite » reconnaît son fondateur et patron, Pascal Boniface. « Nous avons créé notre structure devant les blocages de l'université, en partant des besoins des étudiants, avec une démarche professionnalisante », explique-t-il.

« Un think tank qui crée une école, c'est un cas unique en France », note sa directrice Christine Aubrée. L'Iris-sup fait désormais le plein, avec 240 étudiants présents et une centaine

Christine Aubrée,
directrice d'Iris-sup:
« La moitié de nos cours
sont pratiques, avec de
vrais projets, par exemple
avec des ONG »

d'autres suivant l'enseignement à distance. Au départ conçu comme une sorte de troisième cycle universitaire, la formation se déroule sur deux ans, avec un accès à bac +3 ou bac +4. Après une première année commune, cette école privée propose cinq « parcours » professionnalisants : « relations internationales », « défense, sécurité et gestion de crise », « géoéconomie et intelligence stratégique », « responsables de programmes internationaux » et, enfin, « action humanitaire ».

L'entrée à l'Iris-sup se fait sur dossier et entretien. « La sélection est assez sévère », assure un ancien étudiant, aujourd'hui dans le privé. Une candidature sur trois ou quatre est retenue. Les études sont payantes, entre 5 500 et 6 000 eu-

ros l'année, un tarif bien moindre que d'autres écoles privées. Les cours sont concentrés sur deux jours par semaine, laissant la possibilité aux étudiants de travailler par ailleurs, soit pour financer leurs études, soit dans le cadre de stages.

« La moitié de nos cours sont pratiques, avec de vrais projets par exemple avec des ONG », précise Christine Aubrée. Le corps enseignant est constitué d'un noyau dur d'une cinquantaine de personnes et de près de 200 intervenants au total. Outre l'équipe de chercheurs de l'Iris, on y trouve d'anciens ambassadeurs comme Loïc Hennekinne ou Jean de Glinasty, d'anciens militaires, des professionnels de l'intelligence économique ou des humanitaires. « Nous ne préparons pas spécialement aux concours d'entrée au ministère des Affaires étrangères », prévient toutefois la direction de l'école.

Fabien, 31 ans, travaille aujourd'hui à l'ADIT, un grand cabinet parisien d'intelligence économique. Issu de la promotion 2007-2008, il s'est spécialisé dans la « compliance » et la « due diligence » dès sa sortie de l'école, qui, reconnaît-il, « m'a mis le pied à l'étrier » après des études de droit à Toulouse. Il dirige aujourd'hui une équipe de 35 personnes. Actif dans l'association des anciens élèves, il estime que « les opportunités sont assez importantes » après l'Iris-sup. Selon la direction, 85% des étudiants trouvent un emploi dans leur domaine dans l'année qui suit leur diplôme. C'est, par exemple, le cas de Marine, spécialisée dans la défense-sécurité, qui a été embauchée en trois semaines au Haut comité français pour la défense civile. Au total, près de 1 500 diplômés ont été délivrés depuis la création de l'école. « Nos meilleurs publicitaires, ce sont nos anciens », se réjouit Pascal Boniface.

Les profils des étudiants sont extrêmement divers. Après des études de philosophie à la Catho de Paris, Bastien aimerait retourner travailler en Nouvelle-Calédonie autour de l'avenir institutionnel de ce territoire. Pénélope a repris ses études, après une école de théâtre et un bachelier en marketing. Son projet : de l'humanitaire autour des femmes au Moyen-Orient. Même ambition pour Agathe, d'origine camerounaise, qui après vingt années comme contrôleur de gestion en France, envisage de retourner dans son pays pour y créer une ONG aidant les « femmes leaders ». Une autre Agathe, auvergnate celle-ci, a suivi une école de traduction et après de longs séjours à l'étranger, s'intéresse aux droits des enfants. Quant à Aya, franco-libanaise, elle venait de Beyrouth pour suivre les cours de l'Iris-sup et aimerait une carrière d'officier dans l'armée.

@jdomerchet